La Lettre du Réseau

OPÉRATION VILLAGES ROUMAINS France

OVR-France • 6, rue Fizeau • Bât. B, 3e étage • 75015 PARIS

Courriel : contact@ovrfrance.org Site : http://www.ovrfrance.org/

Numéro 08-1 (février 2008)

Sommaire

Éditorial : 2008, une année décisive pour OVR-France ……..... 1

Rencontres nationales à Yzeure (Allier) …….. 2 à 9

Assemblée générale
Rapport d'activités
Compte rendu financier
…….…… 10 à 13

Actualité …….……..... 14 à 16

Agenda d'OVR-France .. 17 & 18

Nouveau conseil d'administration
…….……..... 18 à 20

Rédaction : Christophe Jamet, Edith Lhomel, Evelyne Pivert, Pierre Raymond.

Photos : Irina Costa-Dobre, Aurélie Joveniaux, Guy Pédenon

Mise en page : Marie Françoise Grésillier

Tirage, mise sous pli : Michel Pichon

SIRET n° 488 234 915 00012
SIREN n° 488 234 915

2008 : une année décisive pour (l'avenir d') OVR-France ?

Les rencontres d'Yzeure de novembre dernier ont été, comme à l'accoutumée, riches en informations et en échanges. Le passionnant exposé de présentation par Karin Emsellem sur l'Atlas de Roumanie (seconde édition) dont les exemplaires disponibles sont partis comme «des petits pains» tout comme le témoignage, à plusieurs voix, sur Rosia Montana qui ne pouvait laisser indifférent n'en sont que deux exemples. Un grand merci à l'équipe d'Amitié Yzeure-Gherla qui, autour de notre tonique ami Lucien Deloire a permis à chacun et chacune de discuter à l'aise en se restaurant au mieux ; merci aussi à l'animation artistique professionnelle et festive offerte par Jacky Berthon, directeur, dynamique s'il en est, du centre culturel de la ville.

La restitution d'une partie des travaux que contient le présent numéro s'en veut le témoignage. Pourtant, et ainsi que des adhérents de longue date l'ont fait remarquer au cours des discussions de l'A.G. du dimanche matin, nous ne sommes pas parvenus à répondre de façon satisfaisante aux questions essentielles posées dans le programme initial, qui, ceci étant, ont enclenché des échanges nourris lors des deux tables rondes qui ont réuni, chacune, une quarantaine de personnes. D'aucuns répondront, à cette impatience légitime, qu'il ne s'agissait pas de brûler les étapes d'un débat décisif pour notre avenir, débat qu'il faut avant tout organiser au mieux, en y associant le plus possible de forces vives et d'apports différents.

Il y a encore un an, peu nombreux dans nos structures, sont ceux qui ressentaient le besoin de se repositionner dans un contexte roumain, franco-roumain et européen pourtant en pleine mutation ; le besoin aussi de faire sa propre évaluation de presque vingt années de coopération. Ainsi, ce phénomène d'érosion inévitable que certains analysent parfois, à tort, en bons Français paternalistes et condescendants que nous avons trop souvent coutume d'être, comme le résultat de l'immaturité du partenaire (« il leur faudra encore bien du temps »), faut-il déjà savoir s'en débarrasser pour réfléchir, côte à côte, sur un même pied d'égalité, non pas seulement proclamé, mais effectivement pratiqué. A cet égard, Yzeure aura marqué un pas essentiel : poser sur la table ce qui, aux yeux de certains comités, associations, individus, va de soi, ce qui, pour d'autres, représente une remise en question peut-être un peu redoutée. Il s'agit d'avancer dans notre réflexion sans brûler les étapes, sans tourner trop vite les pages. Il s'agit aussi, peut-être, de revigorer les principes fondateurs de notre mouvement* ; la question, une de plus (!) est posée !

Prise à la majorité écrasante des adhérents présents à l'AG d'Yzeure, la décision d'organiser, à Paris, le samedi 5 avril, un C.A. élargi, non seulement à tout adhérent qui décidera de faire le déplacement, ou à défaut d'envoyer sa contribution, mais aussi à des personnes extérieures (re)connues pour leur expertise/ pratique sur le rural ou/et leur coopération avec la Roumanie ou d'autres nouveaux Etats membres représente la deuxième étape. Nous profiterons des mois qui suivront, notamment début mai à Iasi, pour continuer de confronter le résultat de nos travaux d'avril au jugement (et pas seulement aux besoins) de nos partenaires. Avec, dans l'intermède deux C.A. respectivement en juin et en septembre, la manière dont OVR envisage (ou non) son avenir, au terme de vingt années d'existence, y compris sur le plan statutaire, sera, au final, exposé et validé lors de notre Assemblée générale de novembre 2008 (avec éventuellement une AG extraordinaire) qui se tiendra dans l'Isère. Voilà ce qui a semblé à la majorité des présents et représentés, constituer la démarche la plus démocratique possible, du moins la plus ouverte, la plus large et la plus graduelle.

Suite page 16

LES 18èmes RENCONTRES NATIONALES OVR-FRANCE

à Yzeure Samedi 10 novembre 2007

Après Reims en 2006, les adhérents, les militants et les sympathisants d'OVR-France se sont réunis le temps d'un week-end, à Yzeure, dans l'Allier, à l'occasion des 18èmes rencontres annuelles d'OVR-France.

Orchestré de mains de maîtres par le duo Lucien Deloire (président de l'association « Amitié Gherla Yzeure ») et Jacky Berthon (directeur d'Yzeure Espace) et leurs équipes de bénévoles et de techniciens, l'accueil de la centaine de participants fidèles aux rencontres nationales d'OVR-France s'est déroulé dans un cadre propice à de riches échanges. Qu'ils en soient toutes et tous chaleureusement remerciés.

En guise d'ouverture, se sont succédés à la tribune Lucien Deloire, Bernard Chabert (adjoint au maire d'Yzeure en charge des jumelages et des actions de coopérations de la ville avec ses partenaires internationaux, notamment avec Gherla, en Roumanie), Anne-Gaëlle Morice, chargée de mission « relations internationales » du Conseil général de l'Allier nous présentant sommairement les actions de partenariat avec le județ de Cluj, et Evelyne Pivert, présidente d'OVR-France.

Loin des discours conventionnels, les expériences et convictions de chacun de ces orateurs auront été une réelle mise en bouche des travaux qui ont suivi.

Comme l'a rappelé Evelyne Pivert, OVR-France se veut plus que jamais un lieu de restitution des recherches actuelles sur la Roumanie, notamment depuis l'entrée de ce pays dans l'Union européenne en janvier 2007.

C'est bien dans cet esprit qu'ont été préparées ces rencontres nationales par les administrateurs d'OVR-France. Ainsi, les points de vue et les expériences variées des divers intervenants sollicités, français, roumains et belges, ont permis de proposer un bilan du milieu rural en Roumanie et d'en dessiner les perspectives d'évolution possibles.

Devant la richesse et la densité des informations qu'ils nous ont livrées, il nous a semblé préférable de vous proposer le rendu de leurs interventions en deux temps (soit 2 n°s de La Lettre du Réseau). Vous retrouverez donc dans le prochain n° de La Lettre, à paraître courant mars, les apports, complétés et actualisés, de Marie-Luce Ghib[(1)], Christophe Jamet[(2)] et Sylvain Desrousseaux[(3)].

Table ronde : Opportunités et freins au développement rural

L'entrée de la Roumanie dans l'UE a amené avec elle beaucoup d'espoirs mais aussi bien des craintes. Face à un tissu rural vieillissant, à une émigration source de pénuries de main d'oeuvre, à une politique agricole nationale qui peine à se mettre en œuvre, les villages roumains se retrouvent selon leur localisation, l'état de leurs forces vives et l'engagement de leurs élus, voués ou à une mort lente ou à une modernisation débridée ou, qui sait, à un développement prometteur.

Parmi les principaux thèmes abordés : l'évolution du tissu rural, la contribution des jeunes au développement de leur village, le facteur religieux, le rôle des financements extérieurs.

Jeune journaliste jurassienne installée à Lyon, **Aurélie JOVENIAUX** , Diplômée en novembre 2006 d'une école de journalisme, obtient l'année suivante une bourse « Défi Jeunes » du Ministère de la Jeunesse et des Sports afin de réaliser durant l'été 2007 un reportage sur la Roumanie à son entrée dans l'Union Européenne. Elle décide de s'intéresser tout particulièrement à deux sujets : la question du milieu rural et celle du multiculturalisme. Ce sont les premiers enseignements de son reportage, réalisé grâce notamment à l'appui du réseau OVR-F et les conseils d'E. Pivert, qu'elle est venue présenter.

Aurélie Joveniaux

Axant son reportage sur le devenir du milieu rural, elle a parcouru le pays (Munți Apuseni, Sibiu, Brașov, Piatra Craiului, Novaci, Horezu et Bucarest) pour y rencontrer différents types d'acteurs : des bergers, des « reconvertis » de la désindustrialisation, des institutionnels, des scientifiques…

Elle nous a invités à partager son questionnement résumé ainsi « la société roumaine contemporaine est-elle post-paysanne ? ». Elle corrobore volontiers les propos de Vintilâ Mihâileşcu – directeur du Musée du Paysan à Bucarest- dont elle nous fait profiter. "Pendant le régime communiste, qui menait une politique d'industrialisation intensive, la population urbaine a triplé. À partir de 1996, le flux migratoire s'est inversé. On a assisté à un retour vers les campagnes. En effet, la décollectivatisation s'est doublée d'une désindustrialisation. De nombreux ouvriers au chômage sont revenus vivre en milieu rural, sur le lopin de terre qu'on leur avait restitué.

:

tel est le terme qui désignerait le mieux la société roumaine contemporaine. Désormais, les paysans deviennent des agriculteurs ou sont des "paysans-ouvriers". Il existe une forme de "paysan hybride" qui travaille à droite et à gauche, parfois à l'étranger, et dont les revenus ne sont plus à 100% agricoles."
Aurélie Joveniaux estime que penser l'avenir des villages, c'est penser à la fois la question du monde agricole et celle de la désindustrialisation.

Elle fait le constat d'un manque d'at-

... / ...

trait du milieu rural pour les jeunes, peu enclins à prendre des initiatives. L'entrée dans l'UE et les dispositifs d'aide au développement rural vont-ils les « remotiver » pour monter des projets ?

Force est de constater que les jeunes du milieu rural préfèrent partir travailler en ville ou carrément à l'étranger, en Europe de l'Ouest. Qu'elle se matérialise par un emploi loin de la formation initiale ou par un stage professionnalisant dans sa spécialité, cette expérience à l'étranger n'est pas à condamner systématiquement. Aurélie Joveniaux a pu, d'une certaine manière, le vérifier au travers des témoignages de deux jeunes bergers, l'un fataliste et nostalgique de la période de Ceauceşcu, l'autre, enrichi de plusieurs stages chez des éleveurs en Rhône-Alpes grâce à l'association Alba-Afroda, modernisant sa structure et envisageant l'avenir de manière optimiste.

Des initiatives pour aider les jeunes à prendre des initiatives en matière d'emploi et d'activités économiques sur leur territoire se font jour. Ainsi, l'association «L'arbre de joie » a mis en place à l'automne 2006 un projet intitulé « Créer son avenir », visant à aider les jeunes adultes de la région à créer des petites entreprises (artisanat, gîte rural, exploitation agricole…). Même si cette initiative reste pour le moment peu concluante avec une seule personne à s'être lancée dans l'aventure, elle semble une des pistes à développer pour faire en sorte que les jeunes aient envie et trouvent de l'intérêt à rester sur leur territoire et à contribuer à son développement tout en se rémunérant.

[Notons que la seule personne à bénéficier du projet « créer son avenir » n'est pas inconnue d'OVR. En effet, déjà dynamique et témoignant d'un esprit d'initiative certain, Vilma Matyas, a fait partie d'un groupe de 6 jeunes Roumains repérés par les équipes d'OVR-Roumanie qui ont effectué un stage d'agent de développement local en France et en Wallonie dans des structures partenaires d'OVR-France et d'OVR-CFDGB. Nos actions d'hier peuvent voir leurs concrétisations après-demain – NDLR].

Partant des propos recueillis auprès du directeur du musée paysan de Bucarest « Il existe une valorisation du paysan en tant que symbole culturel (paysage bucolique, danses, chants …) mais son savoir-faire n'est pas encore reconnu », Aurélie Joveniaux constate néanmoins que progressivement individus et associations cherchent à faire reconnaître ces savoir-faire et leurs produits. C'est notamment le cas de l'association Slow Food, mais aussi du ministère de l'agriculture, qui (enfin !) répertorie les produits traditionnels roumains. Aurélie Joveniaux nous propose une piste de réflexion à creuser sur la labellisation des produits traditionnels roumains sur le modèle des AOC françaises afin de préserver l'identité roumaine dans un contexte d'ouverture à la concurrence des produits européens.

Ce type d'initiatives permet aux villages de s'appuyer sur une économie qui n'est pas basée exclusivement sur le tourisme mais aussi sur des savoir-faire locaux. Ainsi que le souligne Vintila Mihailescu, « il faut aider les gens à vivre de leur savoir-faire dans une logique non plus domestique mais de marché. Sinon, on transforme les campagnes roumaines en réserve pour l'homme blanc. On aide

Francisc Giurgiu

par exemple les pêcheurs du delta du Danube à pêcher simplement pour que les touristes les voient faire. Mais cela, c'est du marketing des traditions. On peut faire ça avec un village, pas avec 50% de la population ! ».

La vivacité de pratiques communautaires facilitera-t-elle les initiatives collectives ?

Frappée par la pérennité et la vivacité de pratiques communautaires en Roumanie (la ciurda – prise en charge quotidienne des troupeaux de chacun des villageois par un berger pour les mener paître et les obşti – sortes d'assemblées de villageois qui gèrent, entre autres, les forêts et les alpages), Aurélie Joveniaux se demande si ces pratiques ne pourraient pas constituer de bonnes bases pour des initiatives collectives, par exemple sous forme associative, devenant forces de propositions pour des projets de développement rural sur leur territoire.

L'accès aux financements européens : chance et inégalités

Les propos de Ioan Chiriac, maire de Novaci (jud. Gorj) « sans les fonds européens, on n'aurait rien pu faire » sont porteurs d'espoir. Surtout quand on sait que les fonds européens acheminés jusqu'à présent en milieu rural, notamment via le programme SAPARD, sont bien en deçà de ce qu'ils seront dans la programmation 2007-2013 pour le développement rural en Roumanie.

Les projets réalisés dans des villages par des fonds européens sont de plus en plus nombreux. Néanmoins, l'accès à ces fonds reste inégal et passe bien souvent par des jeux de pouvoir et de corruption.

Par ailleurs, la montée en puissance de l'application des normes et directives européennes risque d'aboutir à la disparition d'un nombre important de micro-exploitations faute de pouvoir vendre leurs produits sur le marché externe comme interne, et ce dès 2010.

Aurélie Joveniaux conclut son intervention en précisant qu'elle ne partage pas l'avis de ceux qui pensent que la concurrence du marché européen aide à restructurer et à professionnaliser les filières agricoles.

Ce regard d'une jeune journaliste française sur le monde rural roumain ne peut laisser nos partenaires roumains sans voix. Reprenons ici l'essentiel des propos tenus par Francisc Giurgiu, président d'OVR-Roumanie [(4)] et Ioan Stefanuţ.[(5)].

Le président d'OVR-Roumanie, Francisc Giurgiu, a exprimé ainsi son ressenti :

« En Janvier 2007, on était contents et enthousiastes. Mais actuellement, il y a des petits drapeaux rouges au dessus de la tête des Roumains, comme des épées de Damoclès. 50% du peuple roumain vit à la campagne, et c'est ce milieu qui est menacé de perdre les subventions de l'UE. Pourquoi ? Parce qu'il n'y a pas de volonté de la part du gouvernement et des autorités locales. Le milieu rural a une population vieillissante à 70 %. Les jeunes quittent le milieu rural presque à 100 %. Et on met ça sur le dos de l'émigration. Le devoir des autorités est de s'interroger sur les vraies raisons. »

... / ...

Pour résoudre ce problème, Francisc désigne 4 grands piliers : la participation, la responsabilité, la conciliation et la solidarité.

Les médias parlent beaucoup des émigrés roumains et surtout des Roms. Mais il ne faut pas tout mélanger et généraliser à partir de cas isolés. Le risque est de réactiver un certain nationalisme et de faire écrouler tout ce qui a été construit. La Roumanie n'est pas seule avec cela, c'est un problème européen. L'Union Européenne a aussi un besoin de main-d'œuvre qui ne date pas d'aujourd'hui. En Roumanie, les prix des aliments et du carburant qui augmentent, affectent le milieu rural.

Des pistes et des solutions :

La population a confiance en l'Eglise. Le facteur religieux est un lien d'entraide entre gens du village. " La Roumanie a la première place en Europe pour les constructions d'églises, et la dernière en matière de santé et d'éducation. " souligne Francisc. Comment impliquer l'Eglise dans le développement des villages ?

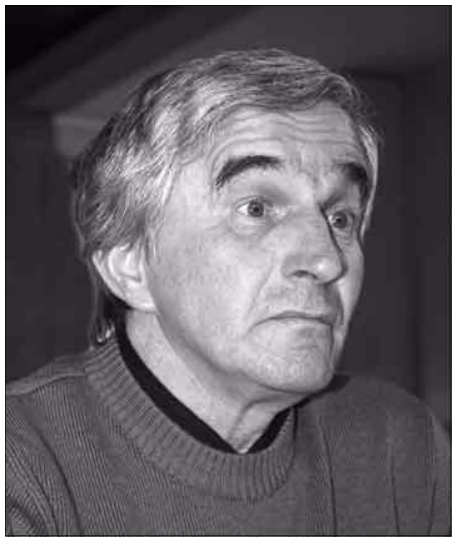
" Parmi nous, beaucoup connaissent bien ce qui se passe dans leur village partenaire. Mais ils reçoivent peu de confidences par rapport aux inquiétudes. Demain : quelle réalité ? "

Comment mettre en place ce qui serait bon ? Francisc pense que l'année 2008 sera très difficile. Dans les villages, ce qui reste à faire est à la charge des vieux. Les jeunes, on ne leur donne pas leur chance : " C'est nous qui avons le devoir de leur insuffler leurs devoirs et de leur donner envie de rester sur leurs terres. Dans certains endroits, rien n'a changé. La responsabilité revient aux acteurs locaux. Il est difficile de rénover la classe politique. La société civile doit tirer la sonnette d'alarme : si rien ne change dans la responsabilité des élus, les jeunes partiront pour de bon. »

Ioan Stefanuț nous livre sa vision sur la position des jeunes dans les villages.

Professeur et directeur d'école, à Gârda de Sus (jud. Alba), Ioan Stefanuț a retracé ses actions et ses projets. Il est convaincu qu'en impliquant les jeunes et en les faisant participer à des activités importantes, par des exemples concrets, on peut les motiver pour s'impliquer dans le développement de leur village.

«Au cours de l'été 2007, 15 jeunes Roumains se sont rendus dans le Pays de Langres (Haute-Marne) pour participer à un échange avec 15 jeunes Français sur la valorisation de leurs expériences respectives. Tous les jeunes, encadrés par un artisan roumain et un artisan français, ont appris les anciens métiers pour réaliser en commun une cabane. Les jeunes Roumains sont revenus ravis de cette expérience et souhaitent apprendre des métiers artisanaux comme la maçonnerie.»



Ioan Stefanu

Devant la pénurie de main d'œuvre sur le territoire, il faut pouvoir former les jeunes aux métiers nécessaires et leur procurer des emplois qui répondent aux besoins du territoire. A défaut de cette combinaison de facteurs, les jeunes quitteront inévitablement leur village.

Autre projet qui a permis une large mobilisation de la population et une forte implication des jeunes dans sa réalisation : l'inscription au Guinness Book (Livre des records) pour la confection d'un balmoș (plat traditionnel à base de polenta, de fromage, de crème fraîche et de charcuterie …) de 500 kg. Une activité à laquelle les jeunes ont participé avec fierté, qui permet, en plus des 125 000 dollars récoltés, d'assurer pendant 5 ans la promotion d'une commune roumaine et de ses traditions culinaires.

Autre illustration d'un projet contribuant au rayonnement interne et international d'un village tout en développant le sentiment de fierté de ses habitants : la conduite de recherches sur les ressources locales des Monts Apuseni en partenariat avec l'université de Friburg. Une collaboration qui aura permis à Gârda de Sus d'obtenir le label « village européen » décerné par l'UE, relayé par l'ambassade de France.

Seulement ces initiatives ponctuelles ne peuvent suffire à mener dans la durée une vraie politique de développement de la commune et de ses villages. Pour asseoir une dynamique permanente, Ioan Stefanuț et son équipe ont formé, sur les fonds propres de l'association de Gârda de Sus, un agent pour le développement local. Mais après la formation, le jeune est allé chercher du travail ailleurs, probablement avec de meilleures conditions que celles que pouvait lui offrir la commune de Gârda de Sus.

Une mécanique qui semble pourtant une bonne piste à suivre, mais qui ne saura trouver pleinement son salut tant que l'incapacité de retenir ces jeunes, même formés, persistera.

En ce qui concerne le poids et le rôle de l'Eglise en milieu rural, Ioan Stefanuț estime que « l'église a été trop peu impliquée dans le développement des villages. » L'église est maintenant vue comme « tyran de la vie quotidienne ». Elle a un véritable pouvoir mais s'implique trop peu dans le développement de la vie du village. « Il faut faire preuve de beaucoup de diplomatie pour attirer les popes dans les projets dédiés au développement du village. ».

! "#$%

Jeune diplômée de l'ENGREF (Ecole Nationale du Génie Rural des Eaux et Forêts), fonctionnaire du Ministère de l'agriculture, elle a démarré une thèse à Dijon sur l'évolution des structures agricoles de production en Roumanie, mêlée à de l'évaluation des politiques publiques d'accompagnement. Dans ce cadre, elle vient de terminer un mémoire de recherche sur l'évaluation de la « rente viagère », mesure agricole roumaine aidant au départ des agriculteurs retraités et âgés (avec parmi les membres du jury de soutenance, E. Lhomel).

& '(( )* +,

Christophe Jamet est l'actuel secrétaire d'OVR France. Il occupe cette fonction au sein du bureau de l'association depuis 2005. Professionnellement, il est le coordonnateur national du CELAVAR (Comité d'étude et de liaison des associations à vocation agricole et rurale). Croisant ses connaissances personnelles avec ses compétences professionnelles, il suit de près la mise en place du FEADER (Fonds Européen Agricole de Développement rural) en Roumanie, du Programme national de développement rural qui en découle, incluant le programme LEADER et le lancement prochain d'un réseau rural national regroupant différents acteurs du milieu rural.

(3) - .+-/ --+* 0

Technicien Environnemental spécialisé en Hydraulique et Développement, Sylvain Desrousseaux a été formé par l'IFAID (Institut de Formation et Appuis aux Initiatives de Développement), à Bordeaux dans le cadre d'une convention avec OVR. Il est coordina-

... / ...

teur de programme de développement local et humanitaire. Il travaille depuis 8 mois en Roumanie (stage avec le programme Leonardo Mobilité) sur des stratégies de développement rural et sur plusieurs projets (tourisme, déchets, culturel et sportif) dans le cadre d'une coopération décentralisée sur deux communes roumaines membres du réseau OVR ; Şopotu Nou (Caraş-Severin) et Almaş (Arad).

(4) "$ /"$
Francisc Giurgiu est un des premiers Roumains à s'être impliqués dans l'Opération Villages Roumains dont il est l'actuel Président pour la branche roumaine. Après avoir été maire de sa commune, Livezi (Jud. Bacau), il en est le vice-maire depuis 2004. Depuis décembre 2006, il est le coordinateur de la partie roumaine du programme Roms intitulé « Programme européen pour le développement d'initiatives locales pour l'inclusion des Roms et Voyageurs ».
Enfin, depuis cette année, Francisc Giurgiu participe activement au sein du groupe de travail pour le Plan National de Développement Agricole et Rural en Roumanie (pour la période 2007-2013).

(5) $ -,+ *1 2
Ioan Stefanuţ fut l'un des pionniers d'OVR, et par son attachement à l'association, est administrateur d'OVR-Roumanie depuis sa création en 1994. Il est professeur et directeur d'école à Gârda de Sus (jud. Alba). Il est également coordonnateur du projet touristique sur la vallée de l'Arieş, et spécialement à Gârda de Sus. Enfin, il collabore avec le pays de Langres (Haute-Marne) à un projet qui vise à la valorisation réciproque des patrimoines et du développement touristique endogène des deux territoires.

Présentation de l'Atlas de la Roumanie

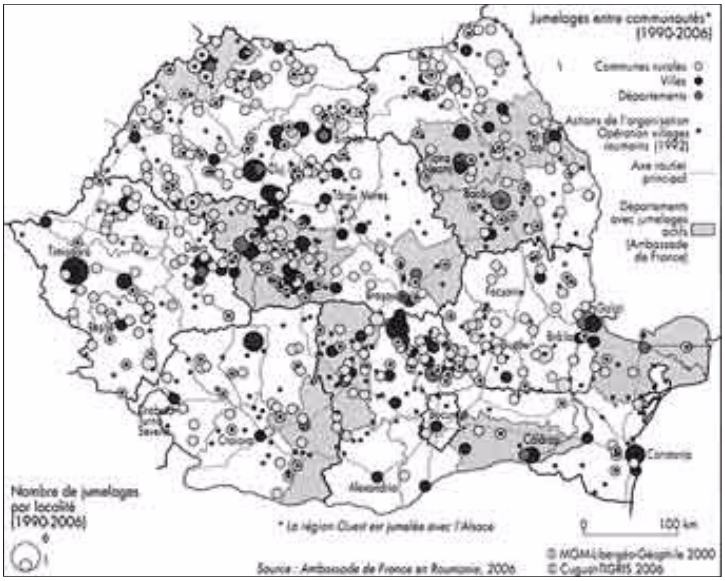
2ème édition

Karine Emsellem, maître de conférences en géographie à l'Université de Nice Sophia-Antipolis, est venue nous présenter la nouvelle édition (2007) de l'Atlas de la Roumanie[(6)]

Elle précise que l'Atlas de la Roumanie est le fruit d'un travail de collaboration franco-roumain qui propose un état de la recomposition de l'organisation de la Roumanie. Cette nouvelle édition souhaite donner une vision réactualisée de l'espace roumain, au-delà des fluctuations de 1990, qui prend en compte les territoires locaux et qui permet de mettre en évidence la diversité des situations géographiques, avec la force des identités régionales.

En bref, l'Atlas de la Roumanie est un réel outil de connaissance et d'aide à la décision.

Karine Emsellem a illustré son propos à partir de cartes sélectionnées dans l'Atlas. Elle nous ainsi présenté principalement des cartes, des données et des réflexions relatives à :



- la population de la Roumanie, sous l'angle de la densité, de la dynamique démographique naturelle et migratoire (interne et externe), la structuration par classe d'âge … ;

- les nationalités et les religions : en s'attardant essentiellement sur les populations tsiganes et magyares, les orthodoxes et les protestants, ainsi que sur la présence équilibrée des monastères en activité à travers le pays ;

- le monde rural et agricole : la taille et la répartition des villages, l'évolution de la population agricole occupée dans l'agriculture (en baisse …), la taille moyenne des exploitations, la part des terres agricoles cultivées en association, une proposition de typologie des espaces ruraux ; - les mutations et nouveautés : les nouvelles communes, la répartition des partis majoritaires, l'alimentation en eau potable et le réseau d'égouts, les zones défavorisées (zones rurales pauvres, zones minières ou industrielles en déclin), les jumelages – dont la localisation des actions de l'organisation Opération Villages Roumains (données de 1992).

Une présentation d'un réel outil de lecture et de compréhension de l'évolution de ce pays et de son milieu rural que nous vous invitons à acquérir, si ce n'est déjà fait.

Pour celles et ceux qui le souhaitent, le support de présentation utilisé par Karine Emsellem est disponible sur le site d'OVR-France : www.ovrfrance.org.

(6) 3 + -+!!+
Karine Emsellem est actuellement Maître de Conférences (Enseignant-chercheur) en Géographie, à l'Université de Nice Sophia-Antipolis.
Ses travaux de géographe ont aussi porté sur OVR, en tant que coopération décentralisée et facteur de modification de l'espace. Elle a réalisé de nombreuses publications scientifiques sur la Roumanie dont l'Atlas de la Roumanie (Sous la direction de Violette Rey, Editions La documentation française, 2000 et 2007).
Elle désirerait aussi entamer une analyse plus approfondie des liens que l'OVR a permis de tisser entre la France et la Roumanie, et évaluer l'impact des projets OVR sur le territoire roumain.

Les travaux de l'après-midi

Ils ont commencé par l'intervention de madame Cristina ZAHARIA, représentante de l'Ambassade de Roumanie à Paris, tout au long de la journée du samedi. Actuellement responsable du dossier de la coopération décentralisée et du protocole, elle occupe un poste à l'ambassade depuis novembre 2004, ambassade qu'elle quittera d'ici la fin de l'année 2008. Par conséquent, elle ne pourra assister aux prochaines Rencontres nationales d'OVR-France tout en précisant, par ailleurs, qu'elle a beaucoup apprécié cette collaboration avec l'association. Les membres d'OVR-France l'assurent de leur reconnaissance et lui souhaitent, à l'avance, une évolution profitable à la réalisation de ses projets professionnels.

L'après-midi s'est poursuivi par la tenue de 2 ateliers aux thématiques identiques, à savoir : les jeunes, poids et rôle de l'église, accès aux financements européens ; le tout dans le contexte du milieu rural.

… / …

Atelier animé par Xavier Ramon *(association Gironde Roumanie et vice-président d'OVR-France)*
L'atelier est introduit par ***Ioan Stefanuț*** *(Gârda de Sus OVR-Roumanie)*

La Jeunesse

Introduction de Ioan Stefanuț : « La jeunesse devrait être l'avenir de chaque village, mais pour cela ils doivent pouvoir vivre et non pas survivre. Il a donné l'exemple de la formation dans son village de 46 jeunes, notamment dans le tourisme. Un projet difficile à développer en raison des rivalités entre plusieurs communes voisines, notamment pour des raisons politiques. Pourtant, pour Ioan, il est important que les villages exploitent toutes les ressources possibles, exemple dans son village des plantes médicinales par la création d'une sécherie de la fleur d'arnica. En conclusion de son intervention, il a lancé un appel pour obtenir des conseils sur la création d'une association professionnelle. »

Le départ des jeunes s'explique principalement par l'absence de travail et le manque de conditions favorables pour rester dans le village. Pour faire en sorte que les jeunes restent ou reviennent au village, il faudrait pouvoir proposer du travail à ces jeunes ou, de manière plus concrète, leur faciliter l'accès au crédit pour qu'ils puissent créer et développer une activité dont ils peuvent vivre.

Il est à espérer que ce départ des jeunes, y compris à l'étranger, ne soit qu'un phénomène cyclique et qu'ils reviennent ensuite dans leur village le sentiment d'avoir réalisé leurs rêves et de pouvoir mettre au profit de leur communauté, de leur village, leurs expériences glanées ici et là. Finalement, Français ou Roumains, les jeunes semblent de plus en plus attachés à leur territoire d'origine, il ne nous reste plus qu'à les aider à y trouver une place viable.

Les religions

Pouvons-nous parler d'une religion ayant trop de poids dans la société roumaine ?

Nul ne conteste le fait que l'église a un rôle important dans le développement des villages. Les églises poussent comme des champignons, grâce notamment aux apports, contraints et quasi forcés, matériels et financiers des habitants ; alors que hôpitaux, écoles … présentent une image triste des villages à côté d'églises flambant neuf. Les paradoxes sont souvent de mise dans les villages.

Même si l'église orthodoxe reste dominante, force est de constater l'apparition et le développement d'églises alternatives, voire sectaires.

La présence des prêtres dans le système scolaire fut évoquée. Ils sont présents mais tous n'assurent pas les cours, expliquant qu'ils le font dans l'église. Ioan Stefanuț a rencontré cette situation dans son village. La décision fut prise de demander à un professeur d'assurer les cours de religion. Une situation qui aurait pu entraîner une situation complexe. Au final, les familles furent satisfaites par ce système, et grâce à cela, toutes les religions furent enseignées.

Mais pourquoi parler de la religion aujourd'hui ? Hier l'église était du côté du pouvoir ; à présent, elle doit s'interroger sur les problèmes de ses croyants, s'ouvrir.

Pour revenir sur les jeunes, ils sont finalement peu nombreux dans les églises, on ne peut pas parler d'une église refuge pour les jeunes. Les jeunes semblent plus enclins à développer une approche nouvelle vis-à-vis de la laïcité.

Les églises pourraient-elles jouer un rôle positif dans le développement des villages ? Cette force ne risque-t-elle pas d'être un frein, voire un blocage dans la collaboration avec les diverses associations laïques ?

Pour assurer un bon développement exempt de toute forme de domination, religieuse ou politique, quel partenariat faudrait-il établir entre les églises, les associations, le conseil local et les décideurs ?

Toutes ces composantes sont à prendre en compte.

Les Fonds Structurels

Il convient de rappeler que l'entrée de la Roumanie dans l'UE ne s'opère pas dans le même contexte que celle de l'Espagne, du Portugal et de l'Irlande, souvent cités comme exemples d'une intégration réussie et génératrice d'un développement économique permettant de combler le retard sur les autres états membres. Le principal facteur à prendre en compte est l'adhésion quasi-simultanée d'un plus grand nombre de pays plus bénéficiaires que contributeurs de l'UE. Pour parler franc, il y a plus de convives « gourmands » autour du gâteau.

Pour l'obtention de ces fonds, l'information est-elle suffisante ?

Il existe deux systèmes d'informations :

- la voie publique par le ministère de l'agriculture et les agences nationales qui éditent des documents d'explication (par exemple le « guide du sollicitant ») et apportent des conseils gratuits pour déposer une demande de subvention ;
- la voie privée par des consultants-experts qui vendent cher leurs connaissances et compétences relatives aux mécanismes des financements européens.

Reprenons l'exemple développé par Ioan Stefanuț le matin : pour répondre à ce besoin de subvention, son village a formé un jeune pour qu'il devienne agent de développement local, un moyen de contourner les consultants onéreux. L'idée fut bonne, mais la personne les a lâchés pour se mettre à son compte.

Former des agents de développement (auquel OVR s'employa dès 1998, donc peut-être trop tôt !) est une solution, probablement un poste à développer …

Conclusion

En Roumanie beaucoup de facteurs sont à prendre en compte pour avancer dans le développement local. Pour que ce développement puisse avoir lieu, il convient d'aider à la collaboration entre ces diverses composantes.
Nos associations peuvent-elles, dans cette situation jouer un rôle positif et lequel ?

Atelier animé par Irina Costa-Dobre *(présidente de l'association « Gironde Roumanie Echanges et Culture » et administratrice d'OVR-France)*
L'atelier est introduit par ***Francisc Giurgiu*** *(président d'OVR-Roumanie)*

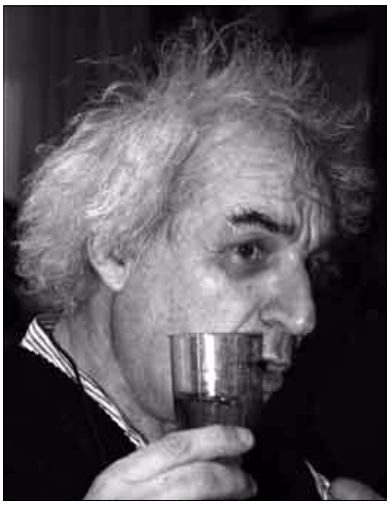
Le gouvernement roumain développe une nouvelle terminologie relative à ses communes : les vieilles et les nouvelles communes. Francisc Giurgiu souhaite y ajouter celle de communes mourantes, qui vont disparaître (cf. Roşia Montana, jud. Alba). Il s'étonne de voir en Roumanie se créer de nouvelles communes par dégroupement de communes déjà existantes alors que la tendance en Europe est plutôt au regroupement des communes par souci d'efficacité. La Roumanie est-elle sur la bonne voie ? Il corrobore l'analyse proposée le matin par Karine Emsellem sur la forte émigration féminine en Moldavie tout comme celle indiquant que la population jeune en Roumanie est essentiellement Rom. Concernant les religions, malgré des données qui indiquent que 93% des Roumains sont croyants, Francisc Giurgiu se demande si

… / …

la Roumanie est vraiment si pratiquante pour autant.

La Jeunesse

Francisc Giurgiu revient sur l'expression de Ceaucescu « les jeunes d'avenir ». Mais de quel avenir parle-t-on ? L'avenir des jeunes ou les jeunes comme avenir du pays ? Actuellement les jeunes partent parfois à l'étranger et retrouvent le bonheur « rapide » recherché et ceux qui restent se retrouvent parfois devant l'échec.



Jacky Berthon

Faut-il pour autant condamner ces départs ? Ne convient-il pas au contraire de voir ce phénomène comme un potentiel à exploiter ?

Dans la plupart des cas, pour ces jeunes, ces départs constituent une ouverture et un enrichissement positif à bien des points. Certains d'entre eux aident l'économie locale en rapportant les deniers gagnés à l'étranger. Ces expériences hors de leur pays les amènent également à se construire en termes de personnalités diverses et non plus avec une identité unique telle qu'elle existait dans le régime précédent, et qui constituait un frein à la construction de la société.

Seulement, sur ceux qui partent, combien reviennent vraiment ? Les statistiques à ce sujet demeurent insuffisantes pour en proposer une évaluation exacte.

A ces signes positifs, porteurs d'espoirs, il ne faut pas omettre d'opposer des signes plutôt négatifs : leur attrait vers des gains conséquents et rapides que la Roumanie ne semble pas encore en mesure de leur apporter, le déficit générationnel occasionné par une éducation des enfants assurés par les grands parents quand les parents sont partis, par obligation, chercher la fortune à l'étranger, la prédominance de démarches individuelles par rapport à des initiatives communes.

Il faut garder espoir en leur retour qui commence à s'observer y compris auprès de jeunes qui l'excluaient totalement il n'y a encore pas si longtemps de cela. De plus, l'afflux de fonds européens en milieu rural devrait s'accompagner de création d'emplois susceptibles d'intéresser les jeunes et d'encourager leur retour aux villages. Formés à la ville ou à l'étranger, ils devraient naturellement devenir demain les animateurs des villages et des territoires ruraux.

Les religions

Le rôle important des églises dans la société reste de mise et à ce sujet les mentalités ne semblent pas prêtes de changer, au détail près que de nouvelles religions sont apparues, renforçant l'idée selon laquelle tout être normalement constitué doit obligatoire avoir une conviction quelle qu'elle soit. Francis Giurgiu conclut son propos introductif en formulant le constat que dans un pays majoritairement orthodoxe, il vaut mieux être catholique et protestant, qu'athée ou agnostique. Nuançons tout de même ce propos en précisant que l'histoire juive n'est que peu évoquée dans le vécu religieux du pays. Ne risque –t-on de voir à nouveau de voir refleurir l'idée qu'«Être Roumain, c'est être orthodoxe » ?

Rappelons que pendant la période communiste, le seul repère rassurant était spirituel même si la politique en vigueur était plutôt portée sur la destruction des églises. L'église constituait pour les dirigeants communistes une forme de contrôle sur la population.

Ce seul repère, alors seul lien social entre les individus, condamnait d'une certaine manière toute forme de projet d'avenir pour la société civile.

L'église orthodoxe s'accommode de toutes les époques et de tous les régimes… Les églises présentes en Roumanie bénéficient toutes de fonds importants constitués suivant les cas à partir des dons des particuliers, de l'Etat mais aussi de fonds étrangers.

Comment contribuer à lever le hiatus entre une église riche et un monde rural confronté à des problèmes de développement ?

L'église, forte de ses moyens humains (le pope est un « fonctionnaire ») et financiers et de son attractivité, peut-elle être un facteur mobilisateur pour développer des projets collectifs ? Ne faut-il pas craindre de tomber dans l'excès d'une vie collective, associative pilotée et noyautée par les popes ou les prêtres ?

Comment expliquer que des mouvements confessionnels de jeunesse n'aient pas éclos dans un pays aussi religieux ? Comment expliquer cette absence en Roumanie de mouvements laïques et d'éducation populaire comme on peut en connaître en France. Seule une lecture approfondie et croisée de l'histoire contemporaine de ces deux pays permettrait d'apporter des éléments de réponse et de compréhension des différences de développement de tel et tel mouvement religieux et laïque.

'

Le destin est celui qu'on se donne.

Table ronde de l'après-midi

5 -
6 7 7 8

Cette table ronde fut précédée par la présentation du site OVR-France, www.orvfrance.org avec la démonstration de son concepteur, Frédéric Fichot, administrateur national représentant l'association « Amitiés Genlis-Roumanie », en Côtes d'Or.

Projet de création théâtrale

Jacky Berthon, membre de l'Association « Amitié Gherla Yzeure »[(7)], nous a présenté le projet de création théâtrale « La Petite Danube » qu'il a réalisée en partenariat avec une compagnie de Clermont-Ferrand, le « Théâtre du Pélican ». La version roumaine de cette création s'est jouée à Gherla du 17 au 21 octobre 2007, après une résidence de 6 semaines, avec 11 adolescents, 4 musiciens et 30 choristes de la ville.

Il nous a fait part du projet qu'il a, pour les trois ans à venir, de développer des expériences artistiques entre les villes de Gherla et d'Yzeure.

(7)) 4 %+/ , # 1
Jacky Berthon est directeur des affaires culturelles de la ville d'Yzeure (Allier), jumelée depuis 1995 à la ville roumaine de Gherla (jud. Cluj, Transylvanie). Il est, dès 1990, membre fondateur du comité de jumelage entre les deux villes.
Il dirige depuis 17 ans la salle Yzeure-Espace et trois lieux de créations et de résidences dédiés au théâtre, à la danse, à la musique et aux arts plastiques.

... / ...

Delta 60 2007 - Rouemania

Avec Michel De Backer (président d'OVR-CFB-DGB[8] et initiateur de ce projet), c'est un périple à vélo, le long du Danube de sa source à son delta, qui est venu aérer l'assemblée. L'avantage du contact à vélo, c'est qu'il est plus franc et plus direct qu'en voiture. La version Delta 60 de 2007 a abordé la thématique de l'eau : visite de ports, gestion de l'eau, population riveraine. Chaque équipe participante portait donc un projet autour de cette thématique de l'eau. L'idée d'un élargissement de ce périple à vélo et de ses objectifs pour en faire un concept permanent dans une Europe des citoyens est à l'étude.

Relier en boucle une dizaine de villages de Roumanie sera la version 2009 de Delta 60. Robert Schils, de OVR-Waterloo[9] a avoué : " Je suis un fou de Roumanie, mais je ne connais que mon village ". " Rouemania " ; qui aura lieu du 27 juillet au 10 août 2009, permettra à tout un chacun, Français, Belges … et Roumains de connaître d'autres contrées roumaines que leur seul village. Avec quels villages ? Les propositions sont attendues. Guy Jupin, vice président d'OVR-France et président du comité de jumelage « Thionville-Dirmaneşti », est la personne contact pour ce projet qui sera aussi l'occasion de marquer les 20 ans d'OVR.

Une partie de l'exposition OVR-Transcarpates

[8] (.+%*'3+/
Président de Ovr-Cfb-Dgb, il aide les comités à passer de l'action humanitaire au partenariat sans cesse renouvelé avec les villages roumains certes mais aussi avec d'autres structures partageant les mêmes idéaux, et se montre très attentif au soutien à donner aux grandes thématiques : Roşia Montana, la question tsigane, l'accessibilité à l'eau potable ...

Il est à l'origine de bon nombre de projets, dont celui dont il est venu nous parler : Delta 60.

[9] *Robert SCHILS*
Militant de l'OVR depuis bien longtemps. Il anime le comité de jumelage de la célèbre ville de Waterloo. Fin cycliste, il a participé aux deux éditions de Delta 60 2005 et 2007, et est à l'origine du projet ROUEMANIA dont il est venu faire la promotion.

Roşia Montana

Ioan STEFANUŢ (OVR-Roumanie, Gârda de Sus, jud. Alba)

« En des temps anciens, une poule vivant sur une colline pondait des œufs en or. Un chasseur a voulu la tuer, mais la poule apprit les intentions du chasseur et enterra trois de ses œufs. A cause de la chaleur, les œufs ont fondu et se sont dispersés dans la terre. Cette légende serait l'origine des gisements aurifères de la région de Roşia Montana. »

Après la révolution de 1989 les mines ont été fermées et beaucoup de familles ont perdu leur revenu. La situation était alors plutôt dramatique.

Une entreprise canadienne, Gold Corporation, laissant derrière ses différents passages beaucoup de pollution, a offert de l'argent aux habitants de la colline pour qu'ils s'installent ailleurs. Mais une partie importante de la population n'a pas voulu vendre ses terrains. Un groupe de jeunes s'est associé contre ce projet, et le combat a été relayé par la presse.

Les esprits évoluent. La Hongrie, voisine, espère aussi arrêter ce projet d'exploitation minière.

La population possède une alternative dans le développement du tourisme. En effet, le site de Roşia Montana comporte d'importants vestiges romains. Afin de préserver ces vestiges déjà passablement abîmés par l'exploitation des mines sous Ceauceşcu, il ne faut pas permettre une seconde exploitation de ces mines.

Aurélie JOVENIAUX (membre OVR-France, journaliste)

Les risques écologiques du projet de la firme canadienne ne sont pas minces : un rejet (accidentel) de cyanure dans les eaux de ruissellement menacerait tout le bassin du Danube, via son affluent la Tisza. La Hongrie s'en est d'ailleurs émue, se souvenant d'un incident analogue à Baia Mare, il y a quelques années.

Etat roumain et Gold Corporation se renvoient la balle de la responsabilité de la pollution du lieu pour les uns, et de l'insuffisance accordée aux aspects archéologiques pour les autres.

Vinciane Demoustier

Le site de Roşia Montana sera peut-être classé par l'UNESCO : une demande a été faite en ce sens.

Interpellé, le parlement européen a répondu que le gouvernement roumain devait respecter la loi européenne. S'il ne le fait pas, l'Union européenne interviendra.

Afin de contrecarrer le projet de la Gold Corporation d'une durée de 20 ans (16 ans d'exploitation de la mine et 4 ans de dépollution), il faut pouvoir proposer une alternative de développement plus pérenne de la commune et de ses environs.

Vinciane DEMOUSTIER (secrétaire OVR-CFB-DGB, administratrice OVR-International)

Pourquoi OVR s'occupe-t-elle de ce projet de Roşia Montana ?

OVR-Yvoir (village belge, partenaire OVR de Roşia Montana), a alerté OVR car son village était menacé de destruction par une exploitation aurifère. OVR-I a publié une lettre ouverte aux politiciens et décisionnaires dénonçant la façon dont le projet avait été mené. Ce combat dure depuis plusieurs années.

Des liens existent entre Alburnus Maior

défendant le site de Roşia Montana, sur place en Roumanie, et OVR.

Des Belges font de la résistance concrète pour Roşia Montana : 7 maisons ont été achetées dans la zone proche du fameux barrage. Une équipe de Delta 60 2005 avait roulé pour Alburnus Maior. Alburnus Maior a les moyens d'assurer sa publicité mais par forcément ceux de poursuivre son combat.

La question suivante a été posée : pourquoi ne pas vendre Roşia Montana par parcelle d'1m² ?

Vinciane a reçu une lettre concernant le village belge de Verviers dont des promoteurs veulent enterrer sa rivière et construire un complexe commercial afin de revitaliser l'économie de la ville. La population est scandalisée, mais une méthode a été mise en place pour museler l'opinion publique.

La même méthode est utilisée pour ce projet belge que pour celui prévu par la Gold Corporation à Roşia Montana. Depuis son annonce, la population de Verviers vit sous la menace et est victime de pressions.

L'association OVR a l'expérience de la protection de villages roumains : pouvez-vous nous aider à sauver Verviers ?

Le conseil d'administration d'OVR-CFB-DGB a contacté Alburnus Maior. Une réponse a été reçue le 18 octobre 2007. Alburnus Maior veut aider Verviers qui selon eux a le droit pour elle. Alburnus Maior a décidé d'adopter la ville de Verviers comme OVR l'avait fait pour les villages roumains ! Une cérémonie de parrainage officiel est prévue prochainement.
Cette opération est une bonne nouvelle car les deux flèches du sigle d'OVR prennent tout leur sens. Il s'agit aussi d'une coopération européenne.

A ce propos, pourquoi d'ailleurs ne pas ouvrir OVR au reste de l'Europe ?

Un apéritif en présence de M. le Député Maire d'Yzeure, Guy CHAMBEFORT, clôturait agréablement la journée.

La soirée festive qui suivit, placée sous le signe des arts du cirque, du chant et de la danse des OVRistes fut un vrai régal pour les spectateurs comme pour les danseurs.

Compte-rendu rédigé par Christophe Jamet, secrétaire OVR-France, à partir des prises de notes de Marina CAMBOULIVES (Belfort, membre d'OVR-France), Lucie DERSOIR (Maine-et-Loire, membre d'OVR-France), Thomas DESCHAMPS (Paris, membre d'OVR-France), Irina DOBRE-COSTA (Gironde, administratrice d'OVR-France), Margareta et Frédéric FICHOT (Côte d'Or, administrateurs d'OVR-France), Marie-Geneviève GAUTHIER (Ain, membre d'OVR-France), Marie-France RAFFY (Jura, membre OVR-France), Xavier RAMON (Gironde, vice-président d'OVR-France), Nadine PERES et Jacques VEVES (Loire-Atlantique, membre OVR, Cristina ZAHARIA-JAMET (Paris, membre d'OVR-France)

Rapport d'activités d'OVR-France
de Bourgogne à Yzeure

Le rapport d'activités est présenté par Christophe Jamet, secrétaire d'OVR-France

Le présent rapport de l'activité d'OVR-France depuis la dernière assemblée générale de Bourgogne en novembre 2006 se compose de deux parties : l'une consacrée à la vie institutionnelle d'OVR France, l'autre aux projets développés par OVR ou desquels OVR est partenaire.

A. - Vie institutionnelle d'OVR-France

OVR-France se cherche

Les débats lancés l'an dernier, à l'occasion de l'AG, OVR - France se cherche dans ses objectifs, dans son fonctionnement, dans sa raison d'être …

Nous nous en inquiétions l'an dernier, mais finalement le conseil d'administration est resté, non sans mal, à 20 membres. Ne nous réjouissons pas trop vite, la mobilisation reste de mise !

A moins que nous nous décidions à engager une vaste réforme de nos statuts et de nos instances et que nous changions de voilure au niveau du fonctionnement de notre réseau.

En attendant notre « grenelle », notre conseil d'administration poursuit son rythme de croisière d'une réunion tous les 2 mois (15&16 décembre 2006, 27 janvier, 24 mars, 2 juin, 15&16 septembre et 9 novembre 2007) et un bureau, toujours de 10 membres, qui s'est réuni à 4 reprises (26 janvier, 23 mars, 1 juin, 14 septembre 2007).

Il convient d'ajouter à cette vie institutionnelle parisienne, les déplacements d'administrateurs dans vos comités de jumelage : Ain, Maine-et-Loire … au gré des sollicitations.

Relations avec OVR-Ro

L'assemblée générale d'OVR-Ro n'a pas encore eu lieu cette année, doit-on s'en inquiéter pour la vie démocratique de cette association ? Faute de ce temps d'échanges collectifs, des relations sur le plan individuel, essentiellement avec le président et pas sous le mode d'un groupe de travail sont entretenues de façon régulière et suivie.

OVR-France diffuse des informations relatives à la vie d'OVR-Ro et aux projets menés en partenariat dans *La Lettre du Réseau*.

Association et implication : Les acteurs d'OVR-Ro ont participé et se sont impliqués dans la micro-réunion technique sur la gestion des services publics à Iaşi.

Finalement, depuis le 1er janvier, la barque mise à flot n'a toujours pas sombré …

OVR-I, vers un retour aux sources ?

Les administrateurs français d'OVR-I ont participé à une Assemblée générale extraordinaire en Belgique le 14 juillet 2007 et aux conseils d'administration aux 4 coins de l'Europe d'OVR.

Nous vous relations l'an passé l'épisode OVR-CFB-DGB et d'une association dissidente PVR. PVR ne semble plus si intéressée pour participer à OVR-I puisque, par courrier adressé au président d'OVR-I courant mai 2007, elle fait part de son intention de se retirer d'OVR-I où elle se trouvait depuis l'AG OVR-I 2006 en tant « qu'association invitée ». Elle annonce également, renoncer vouloir intégrer OVR-International. En revanche, la branche flamande d'OVR Belgique, à savoir ADR semble renaître de ses cendres et les relations avec OVR-CFB-DGB sont en train d'être renouées.

Aux Pays-Bas, le profil reste bas. Leur longue période de réflexion les amènera-t-elle à déposer leur démission « officiellement ?

Côté suisse, la page est tournée, ils ont démissionné … et la présidente d'OVR-France, venue participer à leur assemblée générale, et le secrétaire sollicité pour y intervenir, ont pu assister à ce retrait.

Enfin, la maison OVR est devenue propriété d'OVR-Ro, l'été dernier … Cette maison est située à Ruşi Munti, à 20 km de Reghin (judet Mureş).

Elargissement du cercle des partenariats :

L'assemblée générale

… / …

Représenté par Edith Lhomel, OVR-France a décidé de quitter un comité PECO qui semble au bout du rouleau.

L'an dernier, nous vous informions de la signature d'une convention entre OVR-France et Cités Unies France. Un an après, le renforcement et l'amélioration des compréhensions et coopérations associations-collectivités ne sont pas gagnés.

OVR-France collabore dans la préparation de 2 tables rondes des Assises de la coopération décentralisée franco-roumaine (Nantes, novembre 2007) : « Démocratie locale » et « Cohésion sociale ».

Le lien avec le Courrier des Balkans fait son bonhomme de chemin : présence à leur AG et tenue d'un stand OVR-France le 12 mai dernier lors de leur journée annuelle.

2007 aura vu la mise en pratique de la convention signée avec l'IFAID de Bordeaux : un premier stagiaire est parti en Roumanie, aux dernières nouvelles il semblait plutôt ravi … A quand le prochain ? Xavier Ramon se tient à votre disposition pour vous renseigner.

OVR-France, qui se réunit pour ses conseils d'administration et ses bureaux dans des locaux de la Fondation Jeunesse Feu Vert, élabore actuellement un partenariat avec une équipe d'éducateurs de cette fondation. Une convention devrait voir le jour début 2008 pour la concrétisation d'un 1er chantier de jeunes en Roumanie au printemps. Il devrait permettre le nettoyage et le balisage de sentiers de randonnée du projet « OVR Transcarpates ».

L'ADERF (Association des Doctorants et des Etudiants Roumains de France) et OVR s'est lancée dans l'organisation d'un débat public sur la place de la société civile en Roumanie, au centre culturel roumain de Paris, pari gagné. Enfin, OVR-France a fait la difficile expérience d'accueillir un stagiaire en son sein pour son projet dans le cadre de DELTA 60 2007. Insuffisamment cadrée au départ, témoignant de peu de sens de la collectivité, la recrue n'a pas répondu aux attentes, ce qui nous oblige à bien nous interroger au préalable si l'expérience devait être renouvelée.

B. - A OVR, projet rime avec progrès !

Ancienne fabrique de papier de Zarnesti.

En 2001, l'entreprise d'état "Celohart" est rachetée par la société "Ecopack". L'usine, renommée "Ecopaper", est restructurée et de nombreux employés sont licenciés. A côté de la friche industrielle, des bâtiments sont toujours en activité, dans lesquels on fabrique désormais du papier recyclé.

(

Des progrès en communication :

- 3 sites internet en ligne : ovr-france, delta60 et ovr-transcarpates.

1 seule adresse à retenir pour y accéder :

www.ovrfrance.org

Retroussons-nous les manches pour leur apporter engrais et autres hormones de croissance.

- 1 lettre du réseau fidèle au rendez-vous, mais toujours ouverte à de nouvelles plumes et à de nouvelles mains, petites ou grandes.
- Grâce aux Deltaïstes, une brochure sur le respect des rivières sera diffusée dans plusieurs villages roumains du réseau OVR. Une priorité sera donnée aux villages partenaires des associations qui auront financé nos valeureux cyclistes.

Des progrès sportifs, culturels et solidaires

A l'occasion du Raid Delta 60 2007 du 21 juillet au 9 août, le réseau OVR-France a proposé 3 équipes de cyclistes et ont soutenu 2 projets sur la thématique de l'eau et de l'environnement. Ces équipes ont ensuite participé à la conférence de presse à Sibiu le 12 août en guise d'apothéose finale. Après les rives du Danube en 2005 et 2007, les sommets des Carpates en 2009 ?

Le projet « OVR Transcarpates » s'est exposé dans une librairie à Paris puis à l'AG du Courrier des Balkans et enfin, aux Rencontres nationales d'OVR-France. Le site internet mis en ligne et progressivement traduit en roumain attire un nombre croissant d'internautes. Devant cette affluence croissante, va-t-il falloir bientôt faire appel à Bison futé ?

OVR est présent au sein du comité de pilotage du projet ROM coordonné par la FNASAT mais AUCUN projet déposé sous l'égide d'un village OVR. Ce projet suit son cours et la mise en place des projets dans chaque pays concerné (Bulgarie, Roumanie, Slovaquie) devient effective. Seul, Francisc Giurgiu est coordonnateur des projets pour la Roumanie. Francisc était présent à Strasbourg le 5 novembre dernier pour la clôture d'un projet autour des populations Roms en Europe.

C. - Pistes de réflexion pour le débat

L'année 2007 restera marquée par l'entrée de la Roumanie dans l'Union européenne et … par le passage du cap de la majorité pour OVR. D'ici 2009 et les 20 ans de notre enfant, il faudra bien que petit OVR soit devenu grand … Autrement dit, à force de se chercher, OVR-France doit se trouver … et chacun de vous peut nous y aider.

Nous vous invitons d'ores et déjà à réfléchir aux pistes suivantes :

redéfinir, recentrer, plus que jamais, OVR sur ses missions d'origine surtout lorsque ses assises ne riment pas toujours avec démocratie telle qu'elle aimerait la voir pratiquer au sein des villages …

À savoir :

- Place et rôle de la société civile
- Engagement et mobilisation des jeunes
- Droit des gens à disposer de leur environnement

Au travail et rendez-vous le 5 avril à Paris pour le conseil d'administration élargi, phase préparatoire à notre assemblée générale extraordinaire de novembre 2008 à Eybens. Après Yzeure, l'Isère, pour espérons le, plus qu'un changement de consonance.

Le rapport d'activité présenté par le secrétaire d'OVR-France a été adopté à l'unanimité des présents et représentés.

Questions-réponses et compléments au rapport d'activité.

1- Pourquoi OVR Suisse a-t-elle quitté OVRI?

Trois raisons ont été avancées par Edith Lhomel:

- Une scission a eu lieu en OVR Belgique francophone. Cette scission aurait dû être gérée en Belgique mais elle a été portée au sein d' OVRI où certains ont pris une position concernant la démission ou non d'associations belges.

Pour OVR France, il n'y avait qu'un porte-parole belge, on ne pouvait donc accepter deux voix différentes. OVR Suisse n'était pas d'accord et voulait suivre l'autre voie.

- OVR Suisse disposait d'une maison dans le Mureş que les propriétaires souhaitaient léguer à OVR-I. Pour OVR--France, il était logique que cette maison roumaine revienne à OVR-Roumanie.

- Chacun a besoin de se repositionner depuis l'entrée de la Roumanie dans l'Union Européenne. La Suisse a tendance à rester dans une logique d'assistanat alors que la France se situe davantage dans une logique de relations entre partenaires. Robert Grosjean (Marne) parle également d'évolution des échanges avec la Roumanie et de la nécessité d'amorcer un virage face à cette évolution. Pour le moment, la Suisse, voire peut-être les Pays-Bas, ont quelques difficultés à amorcer ce virage.

2- Présentation de la maison d'OVR-Roumanie par Fransisc Giurgiu (président OVR-Roumanie).

Elle se situe dans le Mureş, à 20 km de Reghin, à Ruşi Munti. Elle repose sur 1000m2 de terrain. La charpente est à refaire : les finances viennent de la Suisse, pour l'instant.

Des réflexions sont engagées concernant l'utilisation future de cette maison : lieu d'accueil, d'hébergement, de réunion ... ?

3- Précisions concernant l'encadrement d'un stagiaire.

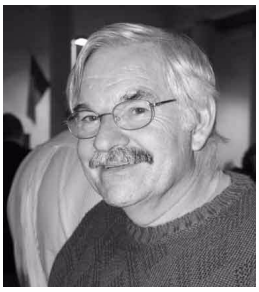
Que ce soit en lien avec l'IFAID ou un autre organisme, l'encadrement d'un stagiaire nécessite un investissement important.

Une association de l'Ain qui voulait faire évoluer les relations avec sa commune roumaine s'est mise à la recherche d'une école d'agent de développement sur la Roumanie mais on leur a vite déconseillé ce choix en leur disant que la Roumanie n'était pas encore au point dans ce domaine.

Marie-Geneviève Gauthier (présidente OVR01, administratrice OVR-France) précise que sur Lyon, RESACOP a une école de développement local (CIEDEL) qui permet le montage d'un projet de formation d'agent de développement. Une étudiante roumaine va y être formée. Différents financements permettent cette formation.

Document rédigé par Christophe Jamet, secrétaire OVR-France, à partir de sa présentation du rapport d'activité et de la prise de notes de Lucie DERSOIR (Maine-et-Loire, membre d'OVR-France), Patrice Eyraud (Paris, membre OVR-France), Marina Camboulives (Belfort, membre OVR-France), Margareta Fichot (Côte d'Or, administratrice d'OVR-France), Marie-France Raffy (Jura, membre OVR-France), Nadine Péres et Jacques Vèves (Loire-Atlantique, membres OVR-France

Compte rendu financier



Le bilan financier est présenté par Michel Pichon, trésorier adjoint

Bilan 2006 et situation au 30/09/2007.

Les comptes ont été validés par Mathieu Berthelon, expert comptable qui ne remarque aucune anomalie.

Les adhérents à OVR-France se répartissent en trois catégories : des coordinations, des associations et des individuels.

L'adhésion à l'association ouvre droit à la réception de *La Lettre du Réseau* (dont le nombre augmente avec le nombre d'adhérents **déclarés**). Cependant, il est possible de recevoir des exemplaires supplémentaires en échange d'un dédommagement financier se montant à 5,00euros l'exemplaire. En effet, malgré l'augmentation des frais postaux et de photocopies, La Lettre du Réseau reste fixée à ce tarif.

Malgré cela, les charges concernant la lettre ont diminué, l'année écoulée, grâce au recours à internet (permettant de la distribuer sous format informatique qui coûte moins cher que le format papier) ou à la distribution en mains propre (donc sans frais postaux) lors de rassemblements importants, telles les Rencontres nationales d'OVR-France, par exemple.

Pour rappel, **en plus** de la cotisation de chaque adhérent, 3 euros sont reversés à OVR-Ro, si la personne le souhaite et en fait le demande au moment de son adhésion.

Le montant ainsi reversé à OVR-Ro approchait les 3 000 euros, OVR-Ro qui a peu de ressources et fait un maximum d'économies.

Points divers abordés lors du débat entre la salle et les membres du Conseil d'Administration

- Question : ne peut-on se permettre d'avoir une lettre du réseau un peu plus pro-

fessionnelle afin de mieux mettre en valeur le travail fait ? Faudrait-il payer plus cher pour cela ?
La diffusion par internet de la lettre du réseau est envisageable et aurait le mérite de supprimer les frais d'impression.
Cristina Jamet s'est proposée de contribuer à la mise en page de la lettre (puisqu'elle travaille dans le secteur de l'édition).
Cette nouvelle lettre serait-elle en couleur ou pas ?
270 exemplaires de chaque numéro imprimé de la lettre du réseau sont envoyés. Environ 150 envois sont en plus effectués par courriel.
Une option envisagée serait de demander si les adhérents accepteraient de ne recevoir la lettre que par courriel.

Mais le recours à ces nouvelles technologies à permis d'élargir le débat : certes on peut compter sur le bénévolat qui fait rarement défaut, mais il faut engranger les nouvelles adhésions de façons constantes. Car les temps sont durs pour les associations et les nouveaux moyens de communication ne sont pas une panacée nous permettant de ne pas nous rencontrer. Il faut se rencontrer. Les membres du CA payent de leur personne et parfois de leurs deniers.
Or, nous sommes une forme de « coopération décentralisée ». Alors à qui demander des subventions ? On ne peut pas divertir nos forces.
Par exemple nous n'avons pas pu rendre à temps le programme de la Fondation de France. Ce sont les limites du bénévolat.

Loi de finance : elle rend possible la déduction des impôts de frais de déplacements dus à une activité associative. 66% de déduction d'impôt sur la somme annoncée au moment de la déclaration des impôts sur les revenus.
Il faut que ces dépenses apparaissent dans les comptes de l'association qui doit délivrer, à son tour, un reçu fiscal.

- Le site internet est fait grâce à un logiciel dont l'accès est gratuit. L'hébergement du site coûte environ 1 euro pas mois. 7 euros par an sont par ailleurs versés pour la location du domaine. Ce qui fait un total de 21 euros par an.

- Sur proposition du trésorier adjoint, **une augmentation de 2% du montant des cotisations** est suggérée, avec la décision de conserver les centimes afin d'éviter une augmentation « camouflée » due au passage à l'euro.
Cela porterait la cotisation des adhérents de 19.29 euros à 19.67 euros, celle des associations de 64.29 à 65.57 euros et celle des coordinations de 40.70 à 41.51 euros (entre 2 et 5 associations), ou de 22.46 à 22.90 euros (au-delà de 6 associations).

VOTES :

Le rapport financier est adopté à l'unanimité des présents et représentés.

L'augmentation de 2% du montant des cotisations est adoptée à l'unanimité des présents et représentés.

Elections du nouveau conseil d'administration Vous trouverez le nouveau Conseil présenté aux pages 19 et 20 de ce numéro.

* 9

Pour terminer ces rencontres, une visite gratuite du Centre national du Costume de Scène a été proposée aux plus téméraires. Après un rapide parcours touristique en autocar, dans la ville de Moulins, les participants ont pu admirer une partie des costumes magnifiques de l'Opéra Garnier, de la Comédie Française, ... que ces théâtres ont de la peine à loger ! Ainsi, les visiteurs ont pu profiter des derniers jours de la présentation d'une collection de costumes créés par Christian Lacroix.

Un bon fonctionnement du réseau OVR , pour vous et pour nous, suppose une bonne circulation de l'information. Ces derniers mois, nous nous sommes efforcés de l'améliorer grâce à la Lettre du Réseau et la mise en place du site http://www.ovrfrance.org/

OPÉRATION → VILLAGES ← ROUMAINS France

Cela devrait permettre davantage d'échanges entre adhérents individuels, associations, coordinations départementales ou régionales et le Conseil d'administration.

Pour un bon fonctionnement ou pour une meilleure qualité de ces échanges, nous avons besoin de tenir à jour notre fichier, et c'est pourquoi nous vous demandons de retourner la fiche de renseignements ci-jointe.

La vie de l'association dépend aussi de la participation financière de chacun. En effet, OVR-France n'a pour seule ressource que les cotisations de ses adhérents. Aussi nous invitons, ceux qui ne l'ont déjà fait, à régler leur cotisation 2007 et pour tous à s'acquitter de la cotisation 2008 (voir feuille jointe).

! % 6 /

Pour pouvoir utiliser les ressources du réseau, avoir les informations en temps utile, faire connaître vos réactions et vos besoins, n'hésitez pas à visiter régulièrement le site d'OVR-France mis à jour par **Frédéric Fichot**.

http://www.ovrfrance.org/

Si vous voulez contacter un des intervenants aux Rencontres 2007, c'est sur le site que vous trouverez les informations nécessaires (adresse, téléphone, courriel…)

Pour mieux connaître la réalité de la Roumanie aujourd'hui, nous vous invitons à prendre connaissance du travail d'**Aurélie Joveniaux**, partenaire d'OVR-France, en vous rendant sur son site,

www.aureliejoveniaux.com

En mai 2008 et dans une bibliothèque de Lyon (date et arrondissement seront précisés ultérieurement sur son site, partie "actualités"), se tiendra une exposition sur le thème du "Milieu rural en Roumanie", à partir de ses photos visibles sur le site. Des explications plus complètes illustreront ses photos.

Actualité : quelques questions importantes

L'actualité politique de ces derniers mois nous conduit à revenir sur quelques points importants : les élections européennes, la place des émigrés roumains dans l'Union européenne, les restructurations de la scène politique, l'évaluation du passé et l'accès aux archives de la Securitate.

Elections européennes : un taux d'abstention important

Quelque 18,3 millions d'électeurs roumains ont été appelés à voter pour leurs députés au Parlement européen le 25 novembre dernier : trente-cinq sièges étaient à pourvoir auxquels postulaient 551 candidats présentés par treize partis et un indépendant.

Le scrutin qui, à l'origine, aurait dû se tenir à l'automne, avait été différé à plusieurs reprises à la demande du Premier ministre Calin Popescu-Tariceanu, leader du Parti national-libéral (PNL). Chef d'un gouvernement devenu de plus en plus minoritaire au fil de ses affrontements récurrents avec son partenaire de coalition, le Parti démocrate (PD), la formation du Président Basescu, C. P. Tariceanu aura tenté de retarder le plus possible un scrutin pour lequel sa formation se sentait mal préparée.

L'élection des députés européens a été, de surcroît, pour partie parasitée par un second vote intervenant le même jour ! Traian Basescu s'est en effet entêté à organiser un référendum sur le passage au scrutin uninominal, cette opération électorale se faisant à une heure différente et dans des bureaux de vote distincts … de quoi accroître la confusion dans l'esprit d'électeurs déjà pour le moins démobilisés à l'égard de la chose publique !

Ce scrutin voulu quasiment par le seul chef de l'Etat qui entendait ainsi «réformer la classe politique roumaine» en affaiblissant le pouvoir des partis politiques qu'il considère comme les principaux responsables de la corruption en Roumanie et que le PNL et le PSD appelleront à boycotter, recueillera au final 89,2 % de oui contre 10,8 de non mais le taux de participation s'avèrera bien trop faible (27 %) pour permettre à celui-ci d'être validé, le seuil requis étant de 50 %.

Pour mémoire, l'adhésion officielle de la Roumanie à l'UE, le 1er janvier 2007, avait confirmé pour quelques mois, dans leurs fonctions, les 35 observateurs siégeant dans l'arène depuis septembre 2005 (à l'instar de leurs 18 collègues bulgares) ; les rapports de forces à l'époque, au sein de l'arène politique roumaine, avaient donné lieu à la désignation, dans l'enceinte luxembourgeoise, parmi ces 35 parlementaires roumains, de six membres de la formation extrémiste *Romania Mare* (RM), permettant alors à l'extrême-droite française, plus précisément le Front national, de disposer de suffisamment de voix pour constituer un groupe distinct au sein du Parlement intitulé «Identité, Tradition, et Souveraineté» (ITS) auquel s'affilièrent également cinq députés extrémistes bulgares, membres de la formation Ataka.

Emigrés roumains : des Européens de seconde zone ?

Début novembre, l'assassinat d'une habitante de Milan par un ressortissant roumain d'origine rom allait susciter de violentes réactions de rejet de la part de plusieurs franges de l'opinion publique italienne promptement relayées par les autorités du pays.

Le gouvernement Prodi réagissait à cet incident en promulguant «un décret d'expulsion restrictif pour les citoyens de l'UE pouvant être considérés comme une menace pour la sécurité du pays», une mesure sans précédent pour un pays membre de l'Union européenne et que le Parlement de Strasbourg, nettement plus offensif que le gouvernement roumain -qui, dans les premiers jours, ne prit même pas la peine de se solidariser avec ses ressortissants-, condamnait quelques jours plus tard.

L'affaire témoigne de l'ambiguïté des discours de certains politiques qui se réjouissent de l'entrée de nouveaux Etats membres (NEM) dans l'UE et des opportunités économiques qu'elle engendre (la très forte présence commerciale de l'Italie en Roumanie en est une illustration), tout en répondant, aux réactions de rejet de la population, par des décrets d'expulsion. La difficulté d'admettre, dans les faits, la liberté de circulation à laquelle ont droit tous les ressortissants des NEM a au moins fait réagir le Parlement européen. A la demande des groupes libéraux et verts, celui-ci a voté le 15 novembre une résolution considérant contraire à l'esprit et à la lettre de la directive 2004/38/EC (droit des citoyens européens et de leurs familles de circuler et de résider librement à l'intérieur du territoire européen) les propos du commissaire européen à la Justice et à la Sécurité, Franco Frattini, qui avait approuvé l'expulsion d'Italie de ressortissants roumains (117 au 20 novembre 2007, sur un total de 560 000). Le même jour, les députés européens ont approuvé la décision de la Commission d'étendre l'espace Schengen aux NEM entrés en 2004, la Roumanie et la Bulgarie ne pouvant y prétendre qu'à partir de 2011. A charge, à présent, pour la Commission européenne de convaincre les Etats membres de se doter d'«une stratégie d'intégration sociale des Roms à l'échelle européenne», comme l'a préconisé le Parlement dans sa résolution.

Volant bizarrement au secours de compatriotes appartenant à une communauté que la presse xénophobe de Romania Mare s'est toujours employé à ostraciser et à vilipender, le trop célèbre Corneliu Vadim Tudor, Président de cette formation, et les siens, s'affirmant scandalisés par l'attitude du gouvernement italien, quittaient avec fracas le groupe ITS dont l'existence n'allait pas résister à cette hémorragie. Par-delà les invectives que se lancèrent alors la député européenne Alessandra Mussollini (Italie) et le *leader* de RM, devenu bizarrement à dix jours du scrutin le défenseur des droits de la communauté rom et surtout le défenseur de la dignité du peuple roumain, cet épisode pointe deux choses au moins : d'une part, les contradictions auxquelles l'UE aboutit inéluctablement dans sa volonté tout à la fois de s'ouvrir à de nouveaux membres tout en contrôlant de plus en plus sévèrement l'ouverture de ses frontières extérieures ; d'autre part, la difficulté que rencontre Bruxelles à communautariser la politique d'immigration

… / …

face aux crispations nationales de chaque Etat surtout lorsque l'on sait combien ce thème permet d'engranger les voix de ceux et celles réceptives au populisme.

Restructuration de la scène politique sur fond d'affrontements permanents...

Les résultats du scrutin du 25 novembre ont consacré, pour leur part, la relative redistribution des cartes qui s'opère actuellement sur l'échiquier politique roumain.

Le taux de participation a été quasiment aussi faible (28,38 %) que lors du scrutin de la Bulgarie organisé pour sa part, le 20 mai 2007.(26 %) lui-même à l'image de ce que fut la participation dans les dix autres Etats membres ayant adhéré en 2004. Un tel absentéisme est considéré le plus souvent comme le signe de la profonde exaspération des populations de ces pays ex-communistes à l'égard de leurs élites nationales et appelle à s'interroger tant sur le niveau d'ancrage du processus de démocratisation que sur l'intérêt réel de l'opinion publique pour la construction européenne, questions que l'on ne peut s'empêcher par ailleurs de renvoyer aux Etats membres plus anciens.

La formation du Président Basescu, le Parti démocrate est arrivé largement en tête (31,5 %) devant le Parti social démocrate (21,1 %), qui était jusqu'alors la formation la plus importante. La troisième place est occupée par le Parti national libéral qui obtient 15,6 % des suffrages.

Deux autres formations sont également parvenues à dépasser le seuil fatidique des 5 % : d'une part, l'Union démocratique des Magyars de Roumanie avec 6,9 % des suffrages et le dissident du PNL, le Parti libéral démocrate (PLD) de l'ex-Premier ministre Théodor Stolojan qui remporte 6,2 %.

L'évêque réformé, le célèbre dissident Laszlo Tokes, depuis plusieurs années en rupture de ban avec l'UDMR en raison selon cette dernière d'un discours trop radical, seul candidat indépendant à se présenter, a remporté pour sa part un siège étant parvenu à passer le seuil des 3,0 % requis (3,76 %).

Les urnes à peine remisées, le président Basescu annonçait la concrétisation d'un projet qu'il affectionnait depuis son arrivée à la tête du pays en décembre 2004 : constituer un pôle de centre-droit capable d'emporter la majorité sans avoir à compter sur le PNL (pôle libéral), ni sur le PSD (pôle social-démocrate), renvoyant ainsi dos à dos les deux formations seules capables de se mettre en travers de son chemin tout en s'efforçant de mordre le plus possible sur les clientèles électorales respectives, voire sur les cadres politiques des deux formations. On retiendra à ce sujet que si l'électorat du PNL demeure relativement fidèle à un parti qui figurant historiquement, au nombre des principales forces de l'entre-deux-guerres, est fortement soumis aux intérêts des milieux d'affaires gravitant autour de Rompetrol (à commencer par son très riche patron, Dinu Patriciu), celui du PSD qui jusqu'à présent demeurait majoritaire dans le nord est- du pays (Moldavie) a perdu nettement de son poids dans cette région, à commencer par Iasi où le Parti démocrate est arrivé en tête.

… et sa traduction dans l'arène strasbourgeoise

L'annonce de la fusion du Parti démocrate (PD, opposition) et du Parti libéral-démocrate (PLD, issu d'une scission du Parti national libéral), le 4 décembre 2007, n'a donc guère surpris. Et le résultat obtenu par les deux formations aux élections du 26 novembre n'a fait qu'accélérer un rapprochement déjà ébauché. La Roumanie se trouve ainsi dotée, avec la création du Parti démocrate libéral, d'un pôle de centre-droit, fort désormais de 18 députés européens sur un total de 35. Ceux-ci se sont empressés, sitôt élus, de rejoindre les rangs du Parti populaire européen et des Démocrates européens (PPE-DE). La deuxième force politique du pays, le Parti social-démocrate (issu, comme d'ailleurs le PD, des rangs de l'ancien Parti communiste) qui, jusqu'en 2004, a nettement dominé la scène politique de la Roumanie post-Ceausescu, n'obtient au final que dix députés européens qui, pour leur part, sont venus renforcer le Parti socialiste européen. Quant au Parti national libéral qui, depuis l'exclusion en avril 2007 des ministres affiliés au PD, s'efforce tant bien que mal avec l'UDMR, de garder le cap de l'action gouvernementale, il ne dispose, dans l'enceinte strasbourgeoise, que de six députés, affiliés à l'Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe (ADLE).

Manifestation contre une possible fermeture des archives de la Securitate

La surveillance exercée par la Commission européenne en matière de justice a donné lieu à un nouveau rapport intermédiaire fin janvier 2008 mais ce n'est qu'en juin que Bruxelles devrait décider d'activer ou non la clause de sauvegarde synonyme alors de possibles sanctions (réduction de certaines aides, non reconnaissance des décisions de la justice roumaine). La réforme judiciaire est loin d'être achevée : depuis la destitution au printemps 2007 de la ministre de la Justice Monica Macovei, on assiste à nouveau à un véritable enlisement. La création à l'initiative de cette dernière du Département national anticorruption (DNA) avait laissé espérer la condamnation de «gros poissons» qui, bien que soumis à des enquêtes préliminaires, n'ont pas été inquiétés depuis.

L'actuel ministre de la Justice par intérim Teodor Melescanu (qui lui-même a succédé à Tudor Chiuariu contre lequel le DNA avait ouvert une enquête restée sans suite) s'est déclaré à la surprise générale dans l'impossibilité d'envoyer au parquet le dossier de huit anciens et actuels ministres au motif d'une procédure incomplète, déclenchant l'ire du chef de l'Etat dont la lutte contre la corruption se confond malheureusement trop souvent avec son règlement de comptes permanent avec le Premier ministre.

A cette difficulté de mener la lutte contre la corruption, s'ajoute, celle non moins lancinante de regarder avec lucidité un passé dont la plupart des responsables en place, toutes tendances politiques confondues, voudrait tourner les pages sans surtout les ouvrir, encore moins les lire.

Ainsi, l'écrivain Norman Manéa (Prix Médicis étranger 2006) évoque avec amertume le rapport plus qu'ambigu que chacun entretient avec le passé «Il nous a été difficile d'assumer la responsabilité de l'époque du communisme. En 1944, il n'y avait que 1000 communistes en Roumanie, un nombre totalement négligeable. En 1989, le PC comptait quatre millions de membres (soit l'un des premiers PC du camp socialiste). Deux jours après

... / ...

la mort du «fils bien aimé du peuple [N. Ceausescu], les spectateurs ravis se sont réveillés dans la peau d'innocents et d'anticommunistes. Quiconque avait écrit des odes, s'était lancé dans une mascarade de courbettes ou avait chanté et dansé, s'est réjoui des quelques aumônes distribuées par les nouveaux parvenus. Les personnes venant des instances politiques ou des organes de l'Etat répressif se sont empressées de tout oublier. Et rares étaient ceux qui cherchaient à en savoir plus sur leur propre culpabilité et leur propre implication».

En décidant de déclarer anticonstitutionnelle la loi sur le fonctionnement du Conseil national d'étude des archives de la Securitate (CNSAS) après huit d'un fonctionnement il est vrai très laborieux, la Cour constitutionnelle roumaine dont la composition porte elle-même à bien des critiques ne cherche-t-elle pas, une nouvelle fois, a enterré ce que la classe politique roumaine s'ingénie à étouffer ? Cette décision a d'ailleurs suscité la colère de plusieurs associations de la société civile qui ont organisé, le 3 février à Bucarest une manifestation rassemblant plusieurs centaines de personnes pour protester contre cette volonté de taire les noms des responsables de plusieurs décennies de répression et de tirer ainsi «un gros trait» sur le passé.

Edith Lhomel

Lucien Deloire, Francisc Giurgiu, M. le Maire d'Yzeure, Edith Lhomel

Ferme à Magura, en lisière du parc naturel national de Piatra Craiului.

"Ah ça, le paysage est splendide... Mais allez vivre ici toute l'année. La plupart des gens n'ont pas de voiture. Il y a une dizaine d'années, les villageois travaillant à Zarnesti se levaient à 5h du matin et partaient à pied à travers la forêt pour attraper le bus de 6h. Imaginez la scène en hiver sous la neige ! Désormais, la situation a changé, en pire. Les ouvriers ne font plus la navette car les usines ont fermé après Ceausescu." Rodica Preda, habitante de Magura.

(

2008, une année décisive...

Suite de la page 1

Ceci explique aussi que la totalité des échanges et apports effectués à Yzeure ne se trouvent pas dans cette Lettre. Dans un mois, nos adhérents et partenaires du réseau recevront la restitution de ce qui est également au cœur de nos réflexions à venir : les évolutions possibles du milieu rural via notamment la politique de développement rural initié par les autorités roumaines toujours sous «haute surveillance» bruxelloise et, pour ce qui nous concerne de plus près en tant que partenaires, les programmes et actions possibles à envisager sur le plan local (formation agents de développement local, programme type Leader, etc.).

Le bureau d'OVR France : EvelynePivert, Edith Lhomel, Christophe Jamet, Pierre Raymond

**pour qui en souhaite une copie, nous tenons à disposition le petit opuscule rédigé par Paul Hermant en décembre 1993 et présenté aux secondes Rencontres de l'Epau, « Tous les fleuves vont à la mer »).*

AGENDA OVR-FRANCE 1ER SEMESTRE 2008

CONSEIL D'ADMINISTRATION ELARGI d'OVR-FRANCE

-* +.$:; * /$! &::< =#:: > ?#:: > */$- >

Ainsi que nous l'avions convenu à l'Assemblée Générale du 11 novembre 2007, un Conseil d'Administration élargi OVR-France se tiendra le samedi 05 avril 2008 à Paris.

Dans la perspective d'une Assemblée Générale Extraordinaire (8 et 9 novembre 2008 à Eybens en Isère), nous nous emploierons à redéfinir les missions d'OVR-France en fonction :

1. des valeurs que nous voulons défendre,
2. du contexte européen actuel, et notamment de la situation du milieu rural,
3. des forces vives en présence et partantes, prêtes à se mobiliser.

Cette redéfinition passe par

un débat de fond,

une relecture des statuts de l'association nationale en prévision d'une possible réécriture du texte,

un éventuel changement de la dénomination de l'association nationale,

une modification des modalités/modes de fonctionnement.

Pour parvenir à ces objectifs, nous nous réunirons en séance plénière le matin, travaillerons en atelier l'après-midi, pour nous retrouver, finalement, en séance plénière, avec celles et ceux qui souhaitent poursuivre avec nous.

L'ensemble de ces informations ont déjà été envoyées par courrier électronique.

Nous vous serions gré de nous retourner le bulletin d'inscription (à télécharger depuis le site de l'association **www.ovrfrance.org**) dans les meilleurs délais afin de nous faciliter les tâches d'intendance. Des précisions vous parviendront ultérieurement (adresse exacte, tarif pour le repas, etc.).

Courrier : 6 rue Fizeau-Bt.B-75015 Paris - Courriel : contact@ovrfrance.org

Ces débats et ces réflexions issus du Conseil d'Administration élargi d'OVR-France, seront « testés » à l'occasion des deux événements suivants.

« COLLOQUE SOCIÉTÉ CIVILE ET FRANCOPHONIE DANS LA ROUMANIE CONTEMPORAINE »

+1./+.$:= +, -* +.$: * /$! &::< > $*@$ / *1$+ 1$ +/-$,A*!+0*1./ $ *1 ' B*

Cette manifestation est organisée par le Département de Sciences Politiques de l'Université Alexandru Ioan Cuza de Iaşi (Roumanie) et l'Institut des Sciences Humaines et Sociales de l'Université de Liège (Belgique). Cette rencontre bénéficie du soutien du Ministère de l'Education de Roumanie et du Commissariat Général au Relations Internationales de la Communauté Wallonie-Bruxelles (Belgique).

Messieurs Poede et Pirotte, représentants des deux universités, invitent OVR-France à participer à ce colloque, cherchant à mettre autour de la table scientifiques et gens de terrain pour un échange de réflexions et d'expériences sur les partenariats francophones visant la société civile en Roumanie.

OVR-France ne manquera pas de répondre favorablement en proposant des binômes partenariaux franco roumains croisant des thématiques variées.

SYMPOSIUM « ROŞIA MONTANA : PATRIMOINE ROUMAIN – PATRIMOINE EUROPÉEN »

/"*1$-A */ !+ ' !!+',$. C + 1 / +/ $1 *$&::<> */$-

Soucieuse du patrimoine naturel, culturel et humain mis en danger à Roşia Montana (jud.Alba), dans les montagnes Apuseni, OVR-France accepte de collaborer avec le collectif d'organisation de ce symposium dont l'objectif primordial est de donner à la Roumanie la dimension européenne de la valeur de ce patrimoine. Il se donne également pour ambitions d'alerter les responsables de l'administration pour l'alignement et le respect des lois de protection et sauvegarde du patrimoine, et encourager les parlementaires européens à promulguer la loi européenne anti-cyanures.

Autour de projections de films et d'expositions photos, des invités (spécialistes, représentants de la société civile, du gouvernement et des universités, parlementaires européens), aborderont diverses thématiques (écologie, archéologie, paysage, anti-cyanures, législations, architecture, économie, social).

Nous renvoyons nos aimables lecteurs à consulter le site d'OVR-France (**www.ovrfrance.org**) pour accéder à de plus amples informations sur la tenue de ce symposium.

Par ailleurs, nous vous informons la mise en ligne, sur le site OVR-France, de plusieurs documents concernant Roşia Montana : une action menée par OVR-Cfb-Dgb, une émission radiophonique et un article de presse.

N'hésitez donc pas à vous laisser guider sur **www.ovrfrance.org**

RENCONTRES NATIONALES 2008 à EYBENS (près de GRENOBLE) :

-* +.$:<+, .$ *1'#+:=1 + %/+&::<

suivies de l'Assemblée Générale Extraordinaire et de l'Assemblée Générale ordinaire statutaire d'OVR-France

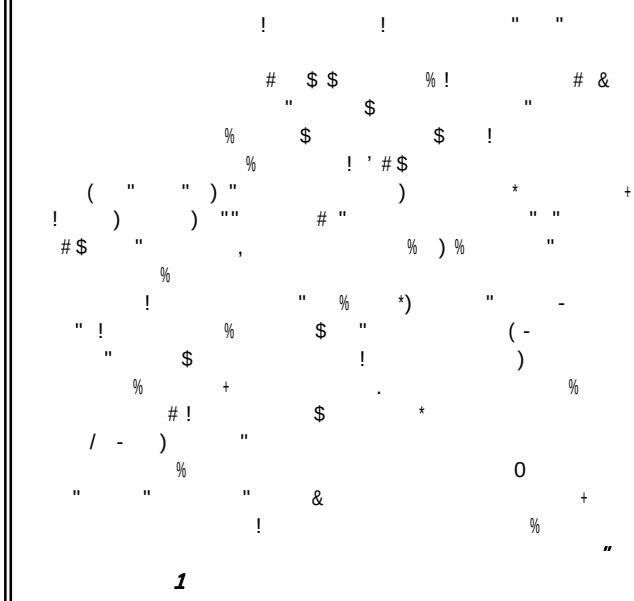
Pour consacrer cette succession d'événements, le département de l'Isère, et plus précisément la commune de Eybens, accueillera, cette année, les Rencontres Nationales d'OVR-France qui laisseront une large place à l'Assemblée Générale Extraordinaire suivie de l'Assemblée Générale statutaire, ainsi qu'il en avait été décidé à Yzeure.

Point d'orgue qui synthétisera les réflexions et mettra au jour une nouvelle dynamique.

Le contenu et les détails pratiques (accès, hébergement, etc.) seront mis en ligne sur le site d'OVR-France (**www.ovrfrance.org**).

Hommage à un responsable engagé

Eybens - Vama - Roumanie (Isère)



1

LE NOUVEAU CONSEIL D'ADMINISTRATION OVR-France NOVEMBRE 2007

Nous adressons tous nos remerciements à Bernard Fages (Fédération des Côtes d'Armor), Amélie Girerd (OVR38) et Marie-Geneviève Gauthier (coordination OVR01), fidèles compagnons de route et fort investis au sein du Conseil d'Administration OVR-France cependant contraints de le quitter. Pour autant, ils ne s'éloignent pas de l'association et leur engagement respectif nous assure de leur implication constante. Nous savons, d'ores et déjà, que nos chemins se croiseront très prochainement …

Nous souhaitons la bienvenue à Margareta Fichot et Jacky Berthon.

Jacky Berthon de Avermes (Allier), représente l'association « Amitié Gherla Yzeure » (AGY). Dès les années 1960, il parcourt en « 2CV Citroën » les pays de l'Europe de l'Est de l'époque, et séjourne, notamment en Roumanie ! Actuellement directeur des affaires culturelles de la ville d'Yzeure (Allier), jumelée depuis 1995 à la ville roumaine de Gherla (jud. Cluj, Transylvanie), il est, dès 1990, membre fondateur du comité de jumelage entre les deux villes.

Il dirige depuis 17 ans la salle Yzeurespace et trois lieux de créations et de résidences dédiés au théâtre, à la danse, à la musique et aux arts plastiques.

Parallèlement à son travail de diffusion il a porté et développé un grand nombre de projets de création en direction du jeune public, du théâtre, de la musique ou du cirque …

Il vient de faire aboutir, en partenariat avec une compagnie de Clermont-Ferrand, le « Théâtre du Pélican », un projet de création théâtrale « **La Petite Danube** » dont la version roumaine s'est jouée à Gherla du 17 au 21 octobre dernier, après une résidence de 6 semaines, avec 11 adolescents, 4 musiciens et 30 choristes.

Il a comme projet, pour les trois ans à venir, de développer des expériences artistiques entre les deux villes.

Les participants des Rencontres nationales d'OVR-France de 2005 et 2007 l'ont côtoyé et apprécié son sens de l'hospitalité.

Margareta Fichot, de Chevigny Saint Sauveur en Côtes d'Or, représente l'association « Amitiés Genlis-Roumanie » partenaire de Bogdăneşti, (jud. Bacau).

Roumaine d'origine et de Bogdăneşti en particulier, elle a su prendre le relais de ses aînés pour fidéliser les partenaires de Genlis et rapprocher ainsi la France de la Roumanie à l'échelle humaine, voire familiale.

Discrète et acharnée pour tout ce qu'elle entreprend, elle met à disposition de son association locale mais également nationale, la maîtrise du français et du roumain, sa langue maternelle. C'est ainsi que, spontanément, Margareta s'est proposée pour la traduction des sites internet OVR-France, en commençant par « OVR-Transcarpates », comblant de joie ses deux concepteurs !

Nous leur souhaitons un travail fructueux aux côtés de leurs pairs et les remercions du rajeunissement du Conseil d'Administration qu'ils confirment par leur présence et leur vitalité d'esprit !

Novembre 2007

Le CA d'OVR-F 2008

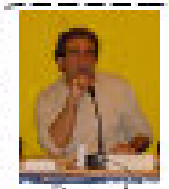
Joël LE GUEL LOUX

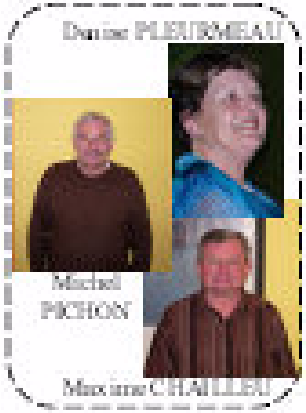
Christophe JAMET — Evelyne PIVERT

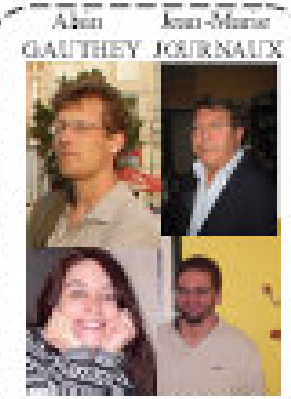
Edith LHOMEL

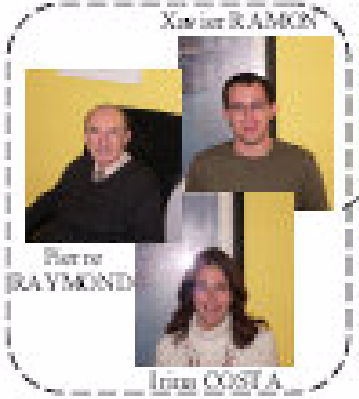
Marie-Thérèse GOSSET

Guy RIPIS


Bernard CAMBOULIVES


Danièle PLEURMEAU — Michel PICHON — Maxime CHAILLEAU


Alain GAUTHEY — Jean-Marie JOURNAUX — Margaux Frédéric FICHOT


Xavier RAMON — Pierre RAYMOND — Inma COSTA

Jacky BERTHON

Anne-Marie SCOTTO

Le Conseil d'administration d'OVR-France après l'A.G. d'Yzeure (Allier) Novembre 2007

Bureau	Nom	Prénom	Adresse	Qualité et/ou région	Téléphone / Adresse électronique
Présidente	PIVERT	Evelyne	6, rue Fizeau, Bat B, 3ème étage 75015 PARIS	Individuel	01.48.42.37.95 evelyne.pivert@yahoo.fr et evelyne.pivert@orange.fr
Vice président	JUPIN	Guy	12, avenue Merlin 57100 THIONVILLE	Com. de jumelage Thionville - Dirmanesti	03.82.82.85.73 jupin.guy@wanadoo.fr
Vice président	RAMON	Xavier	15 rue Tiffonet 33800 BORDEAUX	Ass. « Gironde - Roumanie Echanges et Culture	: 05.56.91.88.16 ou 06.70.48.41.75 gironderoumanie@neuf.fr
Trésorier	LE GUILLOUX	Joël	223, rue des Granitiers 22940 PLAINTEL	Fédération des Côtes d'Armor	**F**ax : 02.96.32.15.88 joel.leguilloux@wanadoo.fr roccachats@vendome-menuiseries.com
Trésorier adjoint	PICHON	Michel	13, Résidence de La Filousière 53100 MAYENNE	Ass. « OVR Mayenne-Novaci »	02.43.04.57.57 m.pichon@neuf.fr ou michel_pichon1950@yahoo.fr
Secrétaire	JAMET	Christophe	47 Boulevard Arago 75013 PARIS	Individuel	: 09.54.55.28.12 chjamet@gmail.com
Secrétaire adjoint	SCOTTO	Anne-Marie	2, rue Joseph Fourier 38320 EYBENS	Asso. «Eybens-Roumanie» Coordination OVR 38	Dom. 04.76.25.26.62, Bur. 04.56.52.93.04 anne-marie.scotto@orange.fr et Anne-Marie.Scotto@inpg.fr
Co-fondatrice OVR	LHOMEL	Edith	19, rue de Strasbourg 62100 CALAIS	Individuel	Fax: 03.21.96.40.99 *Domicile* : lhomeledit@aol.com *Travail* : edith.lhomel@df.gouv.fr
Lettre du Réseau	RAYMOND	Pierre	Rés. Lancelot AC 48, rue O.Redon 33400 TALENCE	Individuel	**F**ax : 05.57.35.50.40 raymond.gresillier@wanadoo.fr
	BERTHON	Jacky	54 chemin du désert 03000 AVERMES	Ass. Amitié Gherla Yzeures (AGY)	04.70.44.63.70 jacques.berthon1@club-internet.fr
	CAMBOULIVES	Bernard	135 avenue Jean Jaurès 90 000 BELFORT	Individuel	: 03.84.22.03.09 bernard.camboulives0017@orange.fr
	CHAILLEU	Maxime	5 rue de la Croix Serpette 72270 MALICORNE	Ass. Intercommunale pour Ciudanovi a (jud. Caraş- Severin)	**F**ax : 02.43.94.82.50 maxim.chailleu@wanadoo.fr
	COSTA-DOBRE	Irina	Rés. Tivoli Rivière 21 4 rue Rivière 33000 BORDEAUX	Prés. «Gironde Roumanie Echanges et Culture»	Domicile :09.50.80.21.07 Portable : 06.87.15.68.79 hirinuca@gmail.com
Site OVR-France	FICHOT	Frédéric	11 rue du Bas de Chanot 21800 CHEVIGNY St SAUVEUR	Ass. Amitiés Genlis-Roumanie	: 03.80.65.31.94 margafred.fichot@free.fr
Traductions	FICHOT	Margareta	11 rue du Bas de Chanot 21800 CHEVIGNY St SAUVEUR	Ass. Amitiés Genlis-Roumanie	: 03.80.65.31.94 margafred.fichot@free.fr
Projet OVR-Transcarpates	GAUTHEY	Jean-Marie	22 rue du Fbg St Martin 21121 FONTAINE-les-DIJON	Individuel	gautheyjm@yahoo.fr
	GOSSET	Marie-Thérèse	12 rue de la guinguette 51110 BOURGOGNE	Comité "Coup de main à Mitresti"	03.26.97.51.38 gossetcl@wanadoo.fr
	JOURNAUX	Alain	6, avenue de la gare 21110 GENLIS	Ass. Genlis-Roumanie	03.80.31.30.47 **F**ax : 03.80.31.35.83 alainjournaux@yahoo.fr et alainjournaux@wanadoo.fr
	PLEURMEAU	Denise	5 rue de la Prairie, Bel Air 49520 COMBREE	Ass. Roumanie Solidarité Partage	: 02.41.61.52.86 dg.pleurmeau@wanadoo.fr